

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/RO/W/44

6 septembre 1999

(99-3687)

Comité des règles d'origine

RAPPORT (1999) DU COMITÉ DES RÈGLES D'ORIGINE

1. Le Comité des règles d'origine (CRO) a tenu quatre réunions les 22 et 26 février, le 23 avril, les 1^{er} et 23 juillet et le 1^{er} octobre 1999 (G/RO/M/21 à 24). Le 23 avril et le 1^{er} juillet 1999, il a élu respectivement M. Sandy Moroz (Canada) Président et M. S.I.M. Mayyar (Pakistan) Vice-Président pour l'année 1999. Les gouvernements observateurs au Conseil général de l'OMC ont le statut d'observateur au Comité. En outre, des représentants des États ACP, de l'AELE, de la BID, du FMI, du BITV, de l'OCDE, de la CNUCED, de l'OMD et de la Banque mondiale assistent aux réunions du Comité en qualité d'observateurs.

2. S'agissant du Programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles prévu à la Partie IV de l'Accord, le CRO:

- a entendu les quatre rapports intérimaires du Président du Comité technique des règles d'origine (CTRO) (G/RO/32, 35 et 37);
- a discuté de l'architecture globale des règles d'origine harmonisées (G/RO/41);
- a mené des négociations formelles, informelles, plurilatérales et bilatérales relativement à des questions non résolues concernant les règles par produit pour les chapitres 25 à 27 (produits minéraux), 28 à 40 (produits chimiques), 44 à 48 (bois et papiers) et 71 (pierres gemmes et métaux précieux) (G/RO/41);
- a présenté au Conseil du commerce des marchandises deux rapports intérimaires concernant le programme de travail pour l'harmonisation (G/RO/32 et 38);
- concernant la question des "incidences de la mise en œuvre des règles d'origine harmonisées sur les autres Accords de l'OMC", a examiné une communication additionnelle de l'Inde (G/RO/W/42).

3. À la demande du Président du Conseil du commerce des marchandises, le CRO a eu un échange de vues sur la facilitation des échanges. Il a été noté que le préambule de l'Accord sur les règles d'origine reconnaît "que des règles d'origine claires et prévisibles et leur application facilitent les courants d'échanges internationaux" et que, pour assurer la clarté et la prévisibilité des règles d'origine, il faut que tous les Membres mettent en œuvre toutes les dispositions de l'Accord. Les aspects suivants de l'Accord étaient particulièrement pertinents en matière de facilitation des échanges: i) la mise en œuvre de l'article 2 et du paragraphe 3 de l'Annexe II de l'Accord; et ii) l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles. Certaines délégations ont fait observer que la facilitation des échanges pouvait s'étendre au-delà des dispositions actuelles de l'Accord, par exemple aux aspects administratifs de l'application des règles d'origine harmonisées.

./.

4. Conformément à l'article 5:1 et au paragraphe 4 de l'Annexe II de l'Accord, tous les Membres doivent notifier leurs règles d'origine et leurs décisions judiciaires et administratives d'application générale concernant les règles d'origine. À ce jour, [72] Membres ont présenté des notifications se rapportant à des règles d'origine non préférentielles, et [75] Membres ont présenté des notifications se rapportant à des règles d'origine préférentielles.

[À compléter à la lumière des débats qui auront lieu à la réunion du 1^{er} octobre 1999.]
